

N° DP 24/595

DECISION DU PRESIDENT

RENOUVELLEMENT DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A LA VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER D'UNE OEUVRE D'ART DE PATRICK MOQUET EXPOSEE A L'ECOLE MATERNELLE EUGENIE COTTON - PERIODE 2024/2027

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que depuis l'année 2006, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met à disposition de la Ville de La Seyne-sur-Mer à titre gracieux une peinture acrylique sur toile de l'artiste peintre Patrick MOQUET intitulée « Reproductions – 1998-2000 » issue de son fonds d'œuvres,

CONSIDERANT que cette œuvre est exposée à l'école maternelle Eugénie COTTON sise 58 Impasse Jean-Paul Sartre- 83500 La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que la ville de La Seyne-sur-Mer a sollicité, par mail en date du 14 juin 2024, le renouvellement de ce prêt à titre gracieux,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au renouvellement de la convention fixant les modalités de mise à disposition de cette œuvre pour une durée de trois ans,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention fixant les modalités de mise à disposition de ces œuvres pour une durée de trois ans, soit de 2024 à 2027.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

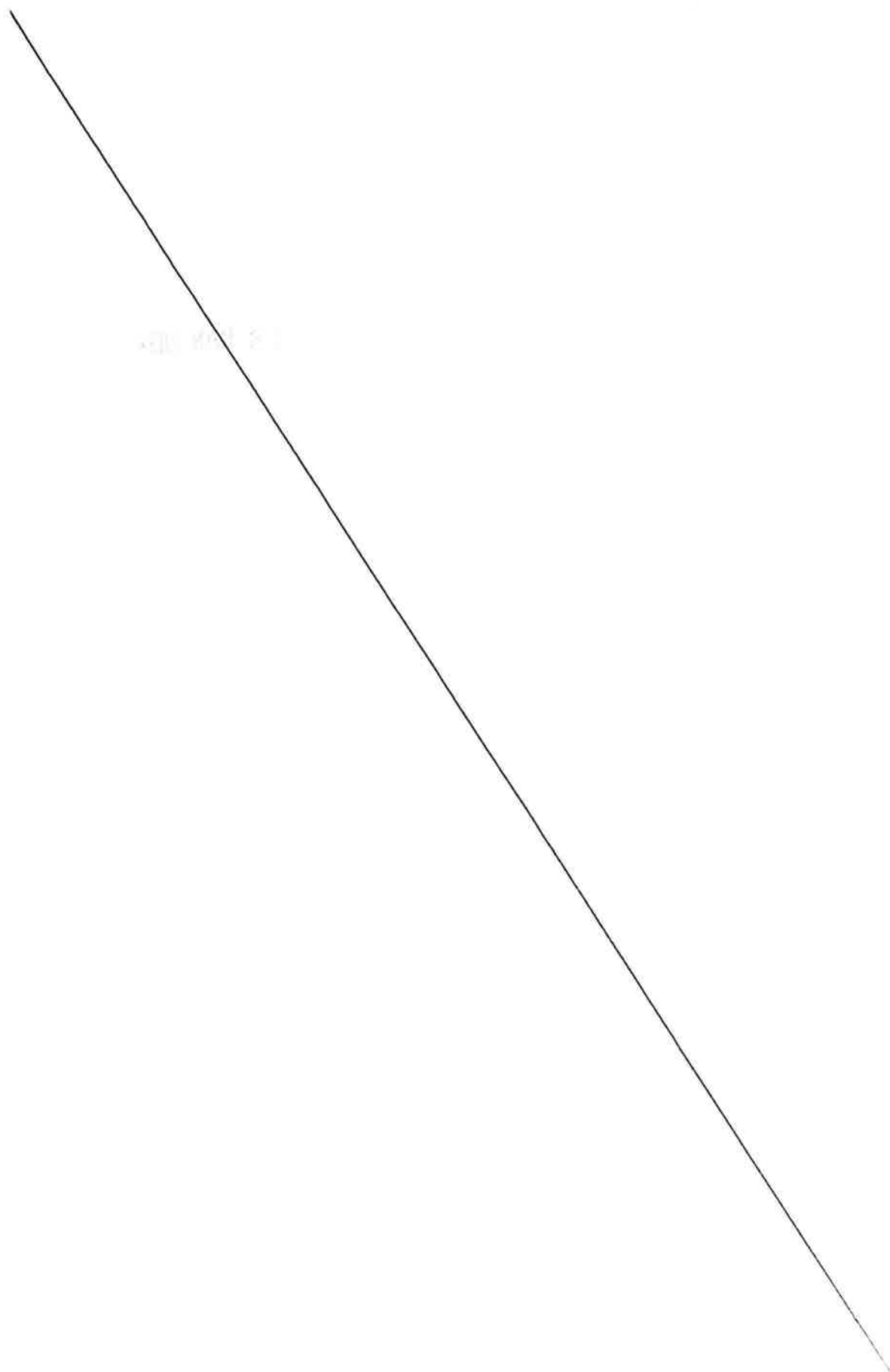
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION DE PRET D'OEUVRE D'ART

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 – 83041 TOULON, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par Décision n° en date du

Ci-après désignée « **la Métropole TPM** »

D'une part,

ET :

La Ville de La Seyne-sur-Mer représentée par **Madame Nathalie BICAIS** en qualité de Maire, dûment autorisée à cet effet,

Ci-après désignée « **la Ville de La Seyne-sur-Mer** »

D'autre part,

PREAMBULE

Depuis 2006, la Métropole TPM met à disposition de la Ville de La Seyne-sur-Mer, à titre gracieux, une peinture acrylique sur toile de l'artiste peintre Patrick MOQUET intitulée « Reproductions – 1998-2000 » composée de 132 tableaux (de dimensions 24 x 19 cm chacun soit un total de 288 x 209 cm) appartenant à son fonds d'œuvres.

A la demande de la Ville de La Seyne-sur-Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de renouveler la mise à disposition de cette œuvre exposée à l'école maternelle Eugénie Cotton sise 58 impasse Jean-Paul Sartre à La Seyne-sur-Mer.

CECI ETANT EXPOSE IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition de l'œuvre « Reproductions – 1998 – 2000 » de Patrick MOQUET au profit de la Ville de La Seyne-sur-Mer.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de l'œuvre de Patrick MOQUET à la Ville de La Seyne-sur-Mer est consentie à titre gracieux. L'œuvre continuera d'être exposée dans la commune à l'école maternelle Eugénie Cotton sise 58 impasse Jean-Paul Sartre. Tout changement de lieu d'exposition souhaité par la Ville de La Seyne-sur-Mer devra au préalable être accepté par la Métropole TPM.

Pendant la période de mise à disposition, la Métropole TPM pourra toutefois récupérer l'œuvre confiée pour ses propres besoins pour une durée n'excédant pas 15 semaines sous réserve de respecter un préavis de 60 jours.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de La Seyne-sur-Mer sera tenue responsable des dommages causés ou subis par l'œuvre qui lui est confiée sans pouvoir mettre en cause ou appeler en garantie la Métropole TPM à quelque titre que ce soit.

La Ville de La Seyne-sur-Mer aura la qualité de gardienne de l'œuvre qui lui est ainsi confiée dès sa remise et ce jusqu'à sa restitution à la Métropole TPM.

La Ville de La Seyne-sur-Mer a l'obligation de souscrire les assurances nécessaires pour se garantir contre toute mise en cause pouvant découler de sa responsabilité, étant précisé que l'œuvre confiée présente une « valeur assurance » déclarée d'un montant de : 12 000 euros (douze mille euros).

ARTICLE 4 – DUREE

La convention de mise à disposition est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 5 – RESTITUTION DE L'ŒUVRE

Au terme de la présente convention, et quelle qu'en soit la cause, la Ville de La Seyne-sur-Mer remettra l'œuvre à la Métropole TPM dans un délai ne pouvant excéder, sauf accord conjoint, un mois. La Ville de La Seyne-sur-Mer reste responsable de l'œuvre dans les conditions de l'article 3 tant que celle-ci n'a pas été restituée.

L'œuvre confiée devra faire l'objet d'un constat dressé conjointement et contradictoirement de son état au moment de sa restitution.

En cas de dégradation constatée lors de la restitution, la Ville de La Seyne-sur-Mer sera dans l'obligation de procéder au dédommagement de la Métropole TPM du montant de la remise en état.

Si l'une des parties refuse de participer au constat de remise ou de restitution de l'œuvre, un constat sera dressé sans la partie défaillante, après avoir toutefois procédé à sa mise en demeure par envoi d'un courrier fixant une date butoir. Faute de réponse et en l'absence de ladite partie, le constat effectué vaudra alors constat conjoint et s'imposera à la partie défaillante.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 8 – CONTENTIEUX

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon en deux exemplaires,

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

Jean-Pierre GIRAN

Le Maire de La Seyne-sur-Mer

Nathalie BICAIS